

Sommaire

Summary

<i>Informations et chiffres clefs</i>	<i>4</i>	<i>Hilight Details & figures</i>
<i>Message du Président</i>	<i>6</i>	<i>The Chairman's adress</i>
<i>Nos ambitions</i>	<i>8</i>	<i>Our Ambitions</i>
<i>Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire</i>	<i>11</i>	<i>The Board of Directors report to shareholders</i>
<i>Lettre de certification</i>	<i>16</i>	<i>Auditors A/C'S certification</i>
<i>Rapport spécial du commissaire aux comptes</i>	<i>18</i>	<i>Auditors Special Report</i>
<i>Bilans</i>	<i>19</i>	<i>Balance sheet</i>
<i>Comptes de Résultats</i>	<i>20</i>	<i>Profit and Loss Account</i>
<i>Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire</i>	<i>24</i>	<i>Resolution of the General Ordinary Assembly</i>



■ Le Conseil d'Administration The Board of Directors

Président

Gaspard OUEDRAOGO représentant de la **BIB**

Administrateurs

Brahim ANANE représentant **FMO**

YAWO Noël EKLO représentant **Cauris Investissement**

Abdoulaye Kouafilan SORY **Directeur Général**

Christian ADOVELANDE

Ima NEZIEN

■ Le Comité de crédit The credit committee members

Gaspard J OUEDRAOGO, **Président**

Abdoulaye K. SORY, **secrétaire**

Hamadé OUEDRAOGO, **membre**

■ Commissaires aux comptes Auditors

Titulaire

Cabinet Rosette NACRO, Expert comptable

Diplômé - Commissaire aux comptes

Secteur 29, Rue 29-46 Villa 603

01 BP 1955 OUAGADOUGOU 01

Tel : (226) 50.36.02.87

Fax : (226) 50.36.34.82

BURKINA FASO

Suppléant

Cabinet SOFIDEC

Secteur 9, Rue 8.38

01 BP 3800 OUAGADOUGOU 01

Tel : (226) 50.34.29.87

Fax : (226) 50.34.33.31

BURKINA FASO

VISION, MISSION, OBJECTIFS ET VALEURS

Notre vision : être une Institution Financière de référence de la zone UEMOA partenaire des Entreprises et des PME / PMI dans la création de la valeur ajoutée de manière à favoriser leur croissance et à assurer le développement économique.

Notre mission : offrir, avec professionnalisme, des services financiers, first-class, qui répondent aux besoins de croissance des entreprises PME/PMI et ce, sur la base d'un partenariat mutuellement enrichi.

Nos objectifs :

- devenir le partenaire financier de premier choix des chefs d'entreprises PME/PMI ;
- accroître en moyenne, de 20% par an notre portfolio afin d'assurer à nos partenaires investisseurs, un taux de ROE moyen annuel d'au moins 15% ;

- maintenir un taux de dégradation du portefeuille inférieur à 4% ;

- conduire une politique de gestion de carrière des employés de qualité "first-class" de manière à assurer une amélioration continue de la qualité de nos prestations aux clients.

Nos valeurs : exercer notre activité dans le strict respect des dispositions réglementaires, des codes de l'éthique financière, dans une bonne pratique de la bonne gouvernance d'entreprise. Et ayant conscience que seules une croissance et la rentabilité durables peuvent apporter de manière permanente satisfaction aux actionnaires et aux clients.

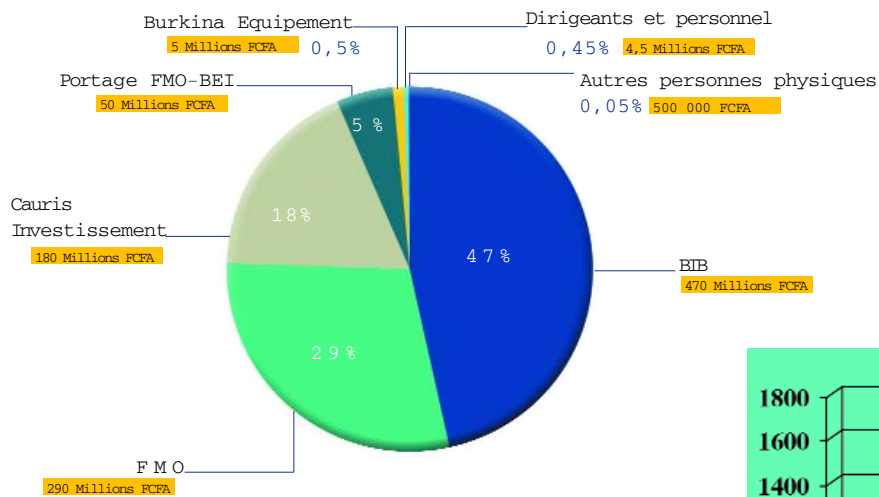
En somme, nous devons respecter une éthique basée sur la discrétion, l'honnêteté, la confiance, la transparence et la prise en compte des besoins de notre clientèle.

Highlight Details & figures

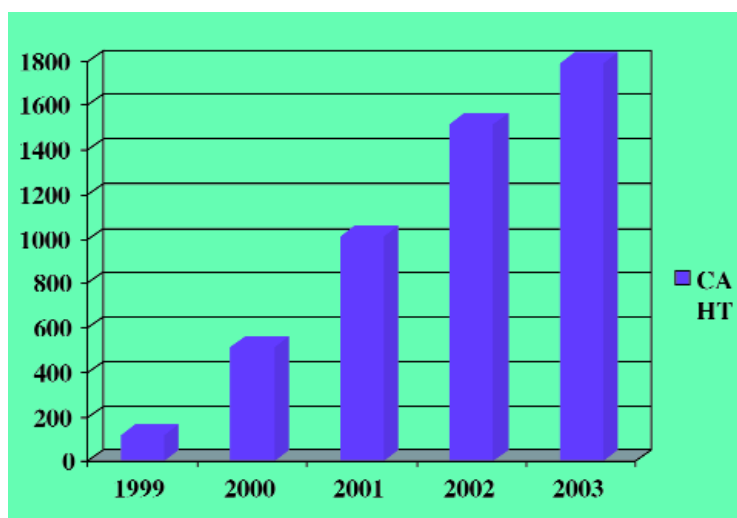


Financer la petite industrie

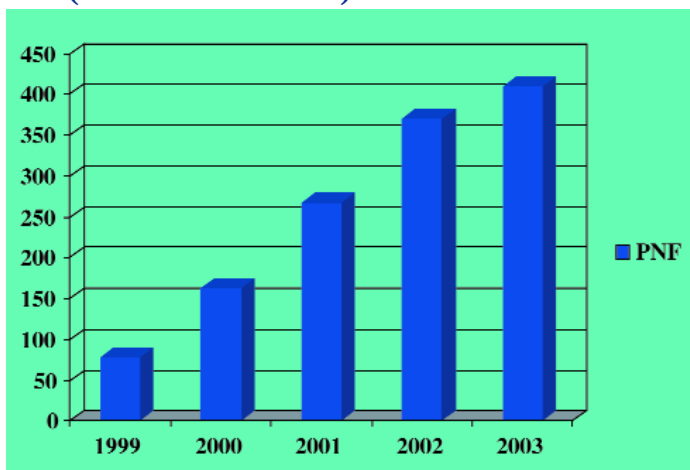
Structure du Capital



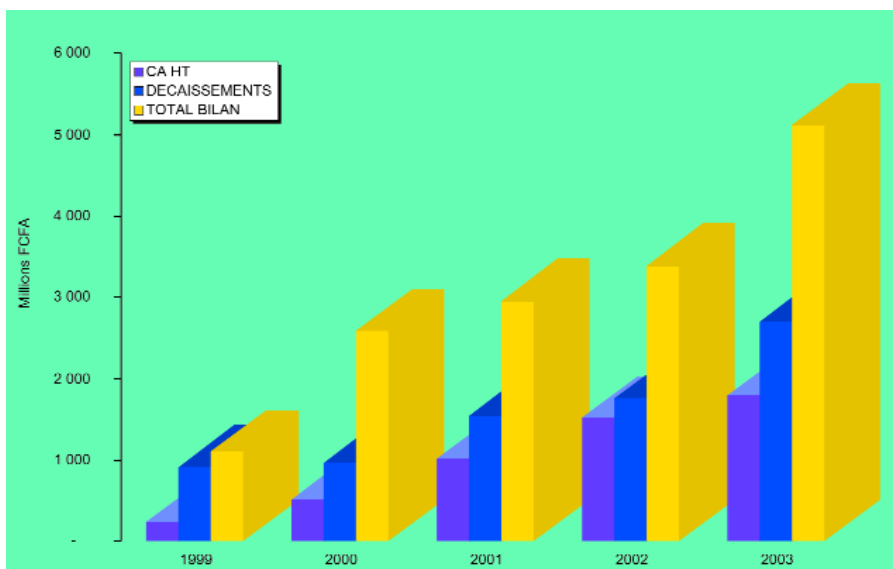
Evolution Chiffre d'affaires HT Turn over Trends



Evolution du Produit Net Financier (x1.000.000 FCFA)



Evolution des principaux indicateurs de l'activité





Chairman
Gaspard OUEDRAOGO

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Les effets de la crise en Côte-d'Ivoire ont continué à peser négativement sur l'économie sous-régionale en 2003. Mais à la faveur d'une meilleure campagne agricole et d'une bonne tenue des activités minières, on note globalement une amélioration de la situation au sein de l'UMOA.

Celle-ci s'est traduite par un taux de croissance réel du Produit intérieur brut de 2,9% contre 1,5% en 2002, et une décélération de l'inflation qui s'est située au-dessous de 2% dans tous les pays de la zone, sauf en Côte-d'Ivoire où la hausse moyenne annuelle des prix a été de 3,3%.

Le Burkina Faso pour sa part a enregistré l'un des taux de croissance les plus forts de l'Union, soit 6,5% pour un taux d'inflation maîtrisé de 1,8%.

Notre société qui achève en 2003 son cinquième exercice plein, a su s'inscrire dans cette dynamique de l'économie nationale et sous-régionale en consolidant ses performances. En effet, le montant des financements effectués a progressé de 60,74% passant de 1 755 millions en 2002 à 2 821 millions en 2003. Par ailleurs, le résultat net dégagé au terme de l'exercice a été de 84,9 millions après une provision pour risques bancaires de 96,5 millions, contre 22,6 millions précédemment.

Ces performances, nous les avons réalisées d'abord grâce à notre souci permanent de nous adapter aux besoins des entreprises en leur offrant les produits qui puissent leur assurer une meilleure croissance, et à obtenir ainsi leur confiance qui nous est de plus en plus acquise.

C'est ainsi que nous avons très tôt pris conscience des limites de pénétration du marché que pouvait présenter le crédit-bail, en développant de nouveaux produits qui ont été proposés à partir du second semestre 2003 à notre clientèle. Les résultats nous montrent que nous ne nous sommes pas trompés de vision, car les nouveaux produits ont représentés en 2003 51,41% des financements.

Ces performances, nous les devons ensuite à nos partenaires financiers qui nous ont renouvelé leur confiance, en acceptant de nous accompagner aussi bien dans l'augmentation du capital réalisée, que dans l'octroi de lignes de refinancement.

Enfin, ces performances marquent le sceau du management qui a su traduire dans les faits la volonté du Conseil d'administration, et toute l'équipe de travailleurs qui par son dévouement et son professionnalisme, a assuré au quotidien des prestations de qualité à notre clientèle.

Dans les années à venir, nous nous attellerons à capitaliser tous ces acquis et à développer d'autres initiatives pour permettre à notre société d'aller toujours de l'avant.

Gaspard OUÉDRAOGO
Président du Conseil d'Administration

THE CHAIRMAN'S ADDRESS

The Ivorian crisis since 2003 continued to weigh the economy of the Sub-region. But due to a better agricultural campaign and good mining activities, we notice a global and better situation at the boson of the UEMOA region.

This is translated by an increase rate of 29% of the cross national product against 1,5% in 2002, and a decrease of an inflation ranged under 2% in each country of the whole region, except in Ivory Coast where an annual average increase was around 3,5%.

Burkina Faso registered one of the highest increase rates being 6,5% for a mastering inflation rate of 1,8%.

Our company which is completing its 5th year of existence finds a way to be registered among the other dynamic ones at a national and sub-regional level by consolidating its performances. The amount of financings increased by 60,74% being from 1.755 millions in 2002 to 2.821 in 2003. The net income at the end of accounting year was 84,9 millions after deduction of a provision of Bank risks of 96.5 millions, against 22.6 previously.

These performances were realised firstly due to our permanent concern to adapt the needs of the companies by offering them the products that will enhance them and secondly to hence obtain their confidence which is more and more established.

That is how we quickly got the awareness of the limits of market penetration that the leasing could present, by proposing new products from the second term of the year 2003 to our customers. The results realised from this new vision were impressing since those new products represented 51.41% of our financial investments.

We owe these good performances to our financial partners, who renewed their confidence by accepting to go all the way with us in increasing the share capital we realised, and the granting of the new credit lines.

Finally, these performances marked the enhancing of the management which applied in the facts the willingness of the Board, and the workers team which by its devotion and professionalism insured the daily quality services to the customers.

In the year to come, we will work hard to capitalise all these facts and to develop other initiatives to allow our company to always move forward.

Gaspard QUEDRAOGO
Chairman





Abdoulaye SORY
Administrateur
Directeur Général

NOS AMBITIONS

Devenir le partenaire en croissance des entreprises, quelle qu'elles soient, est notre ambition première. Pour y parvenir, nous avons adopté la démarche qui consiste à offrir aux PME/PMI des formules de financements simplifiées qui s'adaptent à leurs besoins spécifiques et qui contribuent, fort positivement, à l'accélération de leur croissance.

De part notre esprit d'équipe et notre approche pragmatique permettant de rester à l'écoute de nos clients et de stimuler notre capacité de créativité, nous conduisons une politique de différenciation basée sur l'innovation et l'amélioration continue de la qualité de nos prestations.

L'extension de nos activités opérée en 2003 aux opérations d'affacturage, d'escompte d'effets commerciaux et de financement direct des investissements, est une concrétisation de cette démarche pragmatique visant à rendre accessibles les produits financiers.

Pour jouer ce rôle de partenaire de choix des PME/PMI, nous sommes convaincus que notre force repose résolument sur deux facteurs clefs : le choix de nos partenaires et le professionnalisme de notre équipe.

Forts de cela, nous sommes engagés résolument à développer :

- Un partenariat dynamique visant au renforcement de nos capacités à mieux servir. Ainsi, en 2003, notre cercle de partenaires déjà diversifié et international (BADIS, BEI, BIB, BOAD, CapGemini & Ernest Young, Cauris Investissement, FMO, Groupe

Tunisie Leasing et OXIA SOFT) a été élargi à :

- OMNINIFINANCE et Tunisie Factoring dans le cadre de l'assistance technique pour le démarrage des opérations d'affacturage ;*
- BIO (Belgian Investment Company for Developing Countries) par la signature d'une convention de prêt de 1,5 millions.*

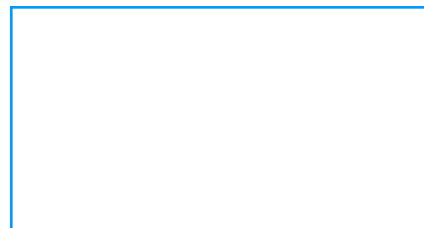
**DES PRODUITS FINANCIERS
ADAPTES, DES PARTENAIRES
POUR MIEUX SERVIR,
UNE EQUIPE DE PROFESSIONNELS
DEVOUES.**

- Une politique de gestion des ressources humaines adaptée et relativement de qualité "First Class" visant à bâtir une équipe de professionnels pluridisciplinaires

formés aux nouvelles techniques de financement de l'entreprise et, qui adhère strictement, à une politique d'entreprise orientée client.

En somme, pour concrétiser la vision donnée par le Conseil d'Administration, nous poursuivrons notre stratégie de différenciation basée sur l'innovation (par les produits financiers offerts et la qualité de nos prestations), le professionnalisme de nos collaborateurs et le développement d'un partenariat mutuellement enrichi capable d'accroître aussi bien, nos capacités opérationnelles que notre savoir faire.

Abdoulaye SORY
Administrateur Directeur Général



OUR AMBITIONS

Becoming the partner in enterprises' growth, no matter what they are, is our first ambition. To reach that, we have adopted the path consisting of offering to SME/SMI simplified financial formulas that adapt to their specific needs and which contribute positively to the development of their growth.

From our team spirit and our pragmatically approach allowing to stay listening to our clients and to stimulate our ability of creativity, we conduct a differentiation politic based on the innovation and the quality enhancement of our services.

The extension of our major activities of 2003 which were leasing to factoring, bill of exchange and direct investments financings is concretely , a pragmatically pave seeking to avail the financial products.

To play this role of partner of choice for SME/SMI, we are convinced that our strength is absolutely built on two key factors : the choice of our partners and our team professionalism.

In addition to this, we are absolutely engaged to develop:

- a dynamic partnership seeking to reinforce our ability to better serve. Hence, in 2003,

our diversified and international partnership cycle (BADIS, BEI, BIB, BOAD, Cap Gemini & EnerstYoung, Cauris Investment, FMO, Groupe Tunisie Leasing and OXIA Soft) was extended to :

• OMNIFINANCE and Tunisie Factoring for technical assistance to start the factoring transactions ;

• BIO (Belgian Investment Company for Developing Countries) for the signature of 1.5 millions of loan Agreement.

FINANCIAL ADAPTED PRODUCTS, PARTNERS FOR BETTER SERVICES, A DEVOTED PROFESSIONALS TEAM

- A human resource management policy which is adapted and relatively of first class quality, seeking to build a pluridisciplinary professional team trained to the new financial enterprise techniques and, that strictly join a customer oriented enterprise politic.

In summary, to put the given vision in concrete form by the Board of directors, we pursue our diversification strategy based on innovation (by financial products offered and the quality of the services), the professionalism of our associates and a mutually enrich partnership development able to increase our transaction capacities and our ability.

*Abdoulaye SORY
Managing Director*

Un partenariat diversifié



*Le Président Gaspard OUEDRAOGO et le Dr. Paul FOKAM
Président de l'African First Bank Cameroon*



*Avec le ministre Belge de la Coopération
au Développement M VERWILGEN Marc et
M. Alamine MEY DG de African First Bank*



*Avec M. Ahmed ABDELKEFI de Tunisie leasing
Group et M. Brahim ANANE (BADIS)*



*Avec Brahim ANANE
Administrateur FMO*



Fabrication des pavés vibrés à MAVICO



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

I - INTRODUCTION

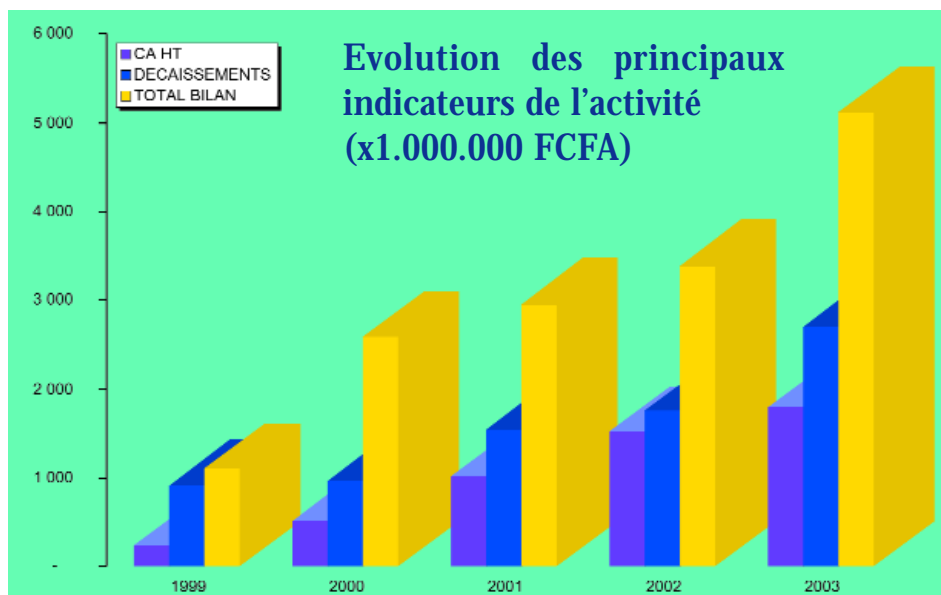
Le cinquième exercice plein de notre société qui s'est achevé en 2003 a été marqué par une réorientation de sa stratégie de développement ; concourant à la mise en œuvre d'un certain nombre de moyens, qui ont permis de consolider l'activité et d'améliorer la physionomie des comptes.

II - ACTIVITE DE FINANCEMENT

L'intensification de la prospection commerciale s'est accompagnée en 2003 par la diversification des produits qui a eu l'avantage de capter les besoins spécifiques de certains clients. C'est ainsi que Burkina Bail a pu conquérir la confiance d'une clientèle plus importante, aussi bien en nombre qu'en taille. Le volume de demandes exprimées par cette clientèle en 2003 a été de 9 007 M portant sur 104 dossiers contre respectivement 5 480 M et 82 dossiers en 2002. Malgré la rigueur dans la sélection des dossiers qui s'est poursuivie, le montant total des approbations quoique portant sur un nombre sensible égal de dossiers (44 contre 42), a plus

que doublé en 2003 passant de 2 120 M à 5 412 M soit + 155,28%.

En terme de décaissements, la progression enregistrée est de 60,74%. En effet, 45 contrats ont été mis en force en 2003 pour un montant global de 2 821 M, contre 1 755 M en 2002 et 1 543 M en 2001 portant respectivement sur 30 et 38 contrats. Par nature de produits, les opérations de crédit-bail représentent 48,59% des décaissements, suivi des crédits de financement classique (35,81%), des prises en pensions (8,51%) et des escomptes d'effets (7,09%) Avec les décaissements effectués en 2003, le montant cumulé des financements de Burkina Bail depuis sa création est porté à 8 172 M. Tout comme en 2002 et 2001, le plus gros des financements a été dirigé en 2003 vers le matériel de transport, soit 59,94% contre 19,43% pour le matériel industriel ; 2,27% pour le matériel bureautique & divers ; 1,70% pour le matériel de BTP et 1,06% pour le matériel médical. Le reste soit 15,60% représente les crédits de trésorerie.





Un cadre moderne et une équipe sereine

III - MOYENS MIS EN ŒUVRE

3.1. RESSOURCES FINANCIERES

La politique de recherche de ressources adaptées pour soutenir la croissance de l'activité s'est poursuivie en 2003.

Les négociations engagées pour l'obtention de lignes de refinancement ont abouti en 2003 à la signature de deux conventions de 1 000 millions et 1 311,8 millions, respectivement avec la BOAD le 9 janvier et la BEI le 8 décembre. Une autre ligne de 983,9 millions négocié avec BIO devrait connaître un dénouement heureux en 2004.

Le montant total des mobilisations intervenues au cours de l'exercice est de 1 957,6 millions dont 1 000 millions sur la ligne BOAD ci-dessus ; 655,9 millions sur une première ligne BEI et 301,7 millions sur une ligne FMO. Les conventions relatives aux deux dernières lignes ont été signées en 2002.

Par ailleurs l'augmentation du capital de 500 millions décidée par l'Assemblée Générale extraordinaire du 22 juin 2002 a été réalisée à 81 % en 2003. A la clôture de l'exercice il restait à libérer 94,5 millions dont 90 millions par Cauris Investissement et 4,5 millions par le personnel et les dirigeants de Burkina Bail.

3.2. RESSOURCES HUMAINES

La diversification et le développement de l'activité ont conduit au recrutement d'une assistante juridique en mai 2003 et d'un Sous-Directeur des Opérations et de l'Exploitation en novembre 2003 pour renforcer l'équipe. Il s'est en outre avéré nécessaire de s'attacher les services de plusieurs contractuels dont quatre ont finalement été recrutés courant 2004.

Par ailleurs, des séances de formations portant sur les manuels de procédure et la pratique des opérations d'affacturage ont été organisées à l'attention de tout le personnel. Elles ont été assurées respectivement par un consultant externe et une équipe de OMNIFINANCE. En outre le Responsable du Service de la Clientèle et du Développement du Portefeuille ; l'Administrateur Système ; l'Agent chargée de l'Accueil et le Sous-Directeur des Opérations et de l'Exploitation ont bénéficié de formations portant respectivement sur l'analyse des risques en crédit-bail à Accra ; la structure des bases de données du logiciel utilisé au sein de l'établissement à Abidjan ; les techniques de l'accueil téléphonique à Ouagadougou et l'analyse des risques à Lomé.

IV - LES COMPTES DE L'EXERCICE

4.1. LE BILAN

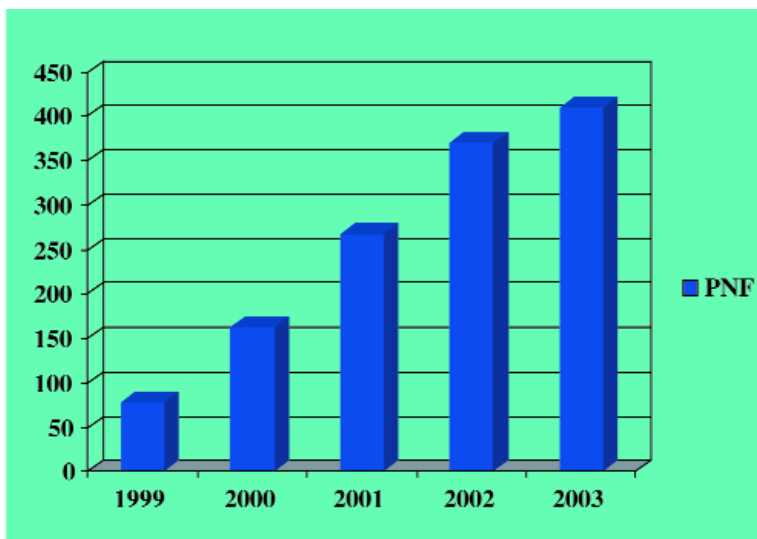
De 3 275,7 millions au 31/12/2002, le total du bilan a progressé de 56 % pour atteindre 5 109,5 millions au 31/12/2003. L'écart qui est de 1 833,8 millions s'explique essentiellement par le renforcement de l'activité de financement qui s'est traduit par une augmentation des créances sur la clientèle de 1 253,23 millions dont 1 249,8 millions liés aux nouveaux produits, et une progression des opérations de crédit-bail et assimilés de 335,3 millions.

En contrepartie, l'encours des dettes à terme s'est apprécié de 1 173,7 millions et le niveau des fonds propres et assimilés, sous l'effet plus prononcé de l'augmentation du capital s'est consolidé de 504,5 millions.



Signature d'une convention de prêt avec BIO

■ Evolution du Produit Net Financier (x1.000.000 FCFA)



4.2. LE COMPTE D'EXPLOITATION

Les produits sur la clientèle se sont accrus de 21 % passant de 1545,1 millions en 2002 à 1 862,1 millions en 2003. En terme absolu l'augmentation est de 316,9 millions dont 266 millions réalisés sur les opérations de crédit-bail et assimilés et 50,9 M sur les opérations de crédit financement, de prises de pension et d'escompte.

Mais dans le même temps, les frais généraux ont augmenté de 79 millions suite au renchérissement de certaines charges telles que les loyers ; les frais de télécommunication ; les frais d'entretien, de réparation et de maintenance informatique ; les frais de personnel ; les frais induits par la recherche des lignes de financement, le lancement des nouveaux produit et l'augmentation du capital (mission & déplacement, formations & séminaires, rémunérations d'intermédiaires & honoraires),... Il en a été de même des frais financiers qui ont progressé de 52,8 millions, soit + 29% en 2003 avec la forte mobilisation des ressources d'emprunt.

Par ailleurs, l'établissement a dû constitué une provision pour risques bancaires généraux d'un montant global de 96,5 millions sur les créances compromises de deux sociétés en liquidation (Espace XEROX et Clinique Centrale du Houet pour 14,3 millions) et de FILSAH pour 82,2 millions.

En définitive, le résultat net est ressorti à 84,9 millions. Il a été entièrement affecté aux postes de réserves et de report à nouveau, contribuant ainsi au renforcement du niveau des fonds propres effectifs qui est passé de 589 milliard fin 2002 à 1234 fin 2003.

4.3. RATIOS PRUDENTIELS

A l'exception du ratio de structure du portefeuille, tous les ratios prudentiels définis par la réglementation bancaire ont été respectés par Burkina Bail en 2003.

Le Conseil d'Administration



THE BOARD OF DIRECTORS REPORT TO SHAREHOLDERS

I INTRODUCTION

The 5th full exercise of our company closed at the end of year 2003 was marked by her developing strategic of reorientation relating to a certain number of means setting, to consolidate the activity and to improve the accounts structure.

II FINANCIAL ACTIVITY

In 2003, the intensification of commercial prospecting was accompanied by products' diversification which has the privilege to captivate specific needs of some customers. That is how Burkina Bail was able to subdue the confidence of the most important client, as well in number as in dimension. The volume of the demands expressed in 2003 was 9 007 M bearing on 104 files and 5 820 M corresponding to 82 files in 2002. Despite the harshness in the selection of the files approved, the number of approbations was sensibly equal (44 to 42) well as the amount in 2003 was doubling that of 2002 being 2 120 M 5 412 M respectively showing an increase greater than 155, 28%.

In term of disbursement, the registered progression is 60.74%. In fact, 45 contracts started in 2003 for a global amount of 2 821 M against 1 755 M in 2002 and 1 543 M in 2001 being respectively 30 and 38 contracts. By type of products, the leasing transactions represent 48.59% of disbursements, followed ordinary credit (35.81%), pension allowances (35.51%) and bill of discount (7.09%).

Together with the disbursements of 2003, the cumulated amount of Burkina Bail financings since its creation is 172 M. As in 2002 and 2001, the bigger financing was

move towards transportation materials, being 59.94% to 19.43% for the industrial materials; 2.27% for plant and machinery; 1.70% for building materials and 1.06% for the medical materials. The remains of 15, 60% represent the treasury credits.

III MEANS CARRYING OUT

3.1 Financial Resources

The research politic for adapted resources to support the activity's development has been pursued in 2003.

Negotiations engaged to obtain the refinancing lines ended in 2003 at the signature of two conventions of 1 000 millions and 1 311, 8 millions, respectively with the BOAD on the 09th of January and the BEI on the 08th of December. Another line of 983.9 millions negotiated with BIO should know a happy issue in 2004.

The total amount of liquidity mobilised during the exercise is 1 957.6 millions whence 1 000 millions on the BOAD line above; 655.9 millions on BEI first line and 301, 7 millions on FMO line. The relative conventions to the last two lines have been signed in 2002.

By the way, the increase of the capital by 500 millions decides by the extra Ordinary General Assembly on the 20th of June 2002 was realised at 81% in 2003. At the end of the year 2003, 94,5 millions from which 90 millions by Cauris Investment and 4.5 millions by the staff and the managers of Burkina Bail was still not paid up.

3.2 Human Resources

The diversification and the development of the activity led to the recruitment of an Assistant Lawyer in May 2003 and a Sub-Director of Transactions and Exploitations



Séance de travail à BIO, Bruxelles

in November 2003 to reinforce the team. The service of some intern workers was still needed and finally some were recruited during 2004.

Some training sessions carrying on the company's hand-book procedures and the transactions of factoring were organised for the whole staff. The training sessions were given by an external consultant and a team from OMNIFINANCE. In addition, the head of the customer service department and the portfolio, the computer Administrator, the Receptionist and the Sub-Director of Transactions and Exploitations benefited from some trainings respectively on risks analysis on leasing in Accra; the structure of data bases of the computer package used at the bosom of the institution in Abidjan; the techniques of telephone calls receiving in Ouagadougou and the risks analysis in Lome.

IV THE ACCOUNTS

4.1 The Balance -Sheet

From 3 275, 7 millions at the 31/12/02, the balance sheet increased by 56% to reach 5 109, 5 millions by the 31/12/03. the variation which is 1 833, 8 millions is explained by the reinforcement of the financing activity which in turn was due to the increase of receivable on customers of 1 253,23 millions among which 1 249, 8 millions were related to the new products and an increase of leasing transactions assimilated of 335,3 millions.

In return, the outstanding of the payables on deadline were 1 173, 7 millions and the level of owners equity an increase of the capital.

4.2 The Trading Account

The incomes from clients increased by 21% passing from 1 545, 1 millions in 2002 to 1 862, 1 millions in 2003. in absolute term, the increase is 316, 9 millions of which 266 millions is from leasing activities and

50, 9 millions on other ordinary discount.

At the same time, the general charges increased by 79 millions to the increase of some rents, the phone calls, maintenance charges, repairing and computer maintenance ; the staff charges, brought by the search of new credit lines, the launching of new products and the increase of the capital (workshop and travelling, trainings, seminars, remunerations of intermediaries and honoraries). The financial charges also increased by 52, 8 millions being an increase of 29% in 2003 induce by the significant mobilisation of loans.

By the way, the institution had make a provision for bank risks amounted globally to 96, 5 millions on receivables of two(02) of our big customers (Espace Xerox and Central Clinic of Houet) under liquidation for 14, 3 millions and of Filsah, another customer owing 82, 2 millions.

Finally, the net result is brought at 84,9 millions. It was entirely transferred to the reserves and the retain earnings, allowing therefore to elevate the level of owners equity from 589 Millions in 2002 to 1234 Millions in 2003.

4.3 Prudential Ratios

Except the ratio of portfolio structure, all the prudential ratios defined by the banking regulation were fulfilled by Burkina Bail in 2003.

The Board of Directors

LETTRE DE CERTIFICATION

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes que vous avez bien voulu nous confier, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003 portant sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burkina Bail SA tels qu'ils sont annexés au présent rapport,

- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et l'acte uniforme portant sur le droit des sociétés commerciales et des Groupements d'Intérêts Economiques (GIE).

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Burkina Bail à qui incombe cette responsabilité. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion indépendante sur ces comptes.

1. 1. OPINION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction

pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Toutes ces diligences ont été mises en œuvre par nos soins conformément aux normes généralement reconnues par la profession. Elles confèrent de ce fait une base raisonnable à la formulation de notre opinion.

A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas décelé d'anomalies significatives susceptibles de remettre en cause la fiabilité des comptes présentés.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société au 31 décembre 2003.

1. 2. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Les vérifications et informations spécifiques portent notamment sur les dispositions de l'article 35 de la loi portant réglementation bancaire et l'article 713 de l'Acte Uniforme OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

L'article 35 de la loi portant réglementation bancaire fait obligation aux commissaires aux comptes des banques et établissements financiers de mentionner, dans leur rapport annuel à l'assemblée des actionnaires, tout prêt ou garantie, quel que soit le montant consenti, aux dirigeants, aux principaux actionnaires ou entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance qui détiennent plus du quart du capital social.



Un dynamisme au service des PME

A la clôture de l'exercice 2003, Burkina Bail détenait des créances d'un montant global de 59 millions de francs CFA sur la BIB, actionnaire majoritaire. Ces créances correspondent aux en-cours de crédit-bail.

relative aux modalités d'application du dispositif prudentiel applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA à compter du 1^{er} janvier 2000. Suite à ces vérifications, nous avons constaté que seul un ratio n'est pas

Ratios	Réf. DEC	Normes BCEAO	Ratios Burkina Bail
Structure du portefeuille	2 069	60 %	0 %

1. 3. RESPECT DE LA REGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Suivant les dispositions de la circulaire n° 11-2001/CB du 09 janvier 2001 suscitée, les commissaires aux comptes doivent apprécier :

- l'application des règles de calcul ;
- le respect des normes ressortant du dispositif prudentiel en vigueur.

Nous avons procédé à la vérification des points ci-dessus au regard de l'instruction BCEAO n° 2000/01/CB du 01 janvier 2000

respecté. Il s'agit du ratio de structure du portefeuille.

Les autres points font l'objet d'un développement en annexe 2 au point intitulé "Respect de la réglementation prudentielle".

Ouagadougou, le 15 avril 2004

Rosette C. RIFFARD NACRO
Expert-comptable diplômée d'Etat
Commissaire aux comptes



Une promptitude à agir...

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application de la loi sus visée, toute convention intervenue entre votre société et l'un de ses actionnaires, le directeur, directement ou indirectement doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration qui doit en aviser le commissaire aux comptes. Le commissaire aux comptes n'a, ni l'obligation ni le devoir, de rechercher expressément l'existence de telles conventions.

Nous vous informons que deux contrats signalés dans notre précédent rapport sont en cours. Il s'agit de :

BIB

- la convention d'ouverture de crédit de moyen terme entre Burkina bail (emprunteur) et la BIB (prêteur). Le solde global de ces crédits dans les livres de Burkina Bail au 31 décembre 2003 s'élève à 75 980 129 FCFA ;

- une convention de prêt de 537 706 272 FCFA signée le 18 janvier 2002 entre la BIB (prêteur) et Burkina Bail (emprunteur) représenté par un billet à ordre échelonné du 28 février 2002 au 31 janvier 2004.

FMO

- la convention de prêt convertible subordonné de 450 000 000 FCFA signée entre Burkina Bail (emprunteur) et FMO (prêteur) le 19 décembre 2001 payable en deux (2) échéances de 225 000 000 FCFA chacune le 1^{er} février 2006 et le 1^{er} février 2007 ;

- une convention de prêt convertible subordonné de 450 000 000 FCFA conclue le 15 novembre 2002 entre Burkina Bail (emprunteur) et FMO (prêteur) payable en deux (2) échéances de 225 000 000 FCFA chacune le 1^{er} février 2007 et le 1^{er} février 2008 ;

- un contrat de prêt, en date du 5 juillet 2002 a été signé entre FMO et Burkina Bail au profit de Burkina Bail pour un montant de deux millions (2 000 000) d'Euros.

BEI

- un contrat de financement de deux millions d'Euros signé le 8 décembre 2003 entre la Banque Européenne d'Investissement (prêteur) et Burkina Bail (emprunteur), le montant sera affecté d'ici le 25 novembre 2005, le montant de chaque affectation ne pourra être inférieur à 50 000 Euros ni supérieur à 500 000 Euros ;

- un contrat de financement d'un million d'Euros signé le 19 décembre 2002 entre la Banque Européenne d'Investissement (prêteur) et Burkina Bail (emprunteur), le montant sera affecté d'ici le 25 novembre 2004, le montant de chaque affectation ne pourra être inférieur à 50 000 Euros ni supérieur à 500 000 Euros.

Outre ces conventions, les autres qui ont été signées relèvent du cadre normal des relations commerciales non visées par les articles 438 et 440 sus visés et n'appellent pas de notre part des remarques particulières.

Ouagadougou, le 15 avril 2004

*Rosette C. RIFFARD NACRO
Expert comptable diplômée
Commissaire aux comptes*



...pour mieux vous servir

Comptes de bilan comparés Exercices 2003 et 2002

Réf	ACTIF	Exercice 2003	Exercice 2002	Variations +/-
A01	Opérations de trésorerie et opérations assimilées	210 318 746	7 120 186	203 198 560
A10	Caisse	451 954	527 203	-75 249
A02	Créances interbancaires			
A03	A vue	203 806 883		203 806 883
A04	Banque centrale	243 730	60 000	183 730
A05	Trésor public, CCP			
A07	Autres établissements de crédit	5 816 179	6 532 983	-716 804
A08	A terme			
B01	Opérations avec la clientèle	1 258 088 045	4 857 117	1 253 230 928
C01	Opérations sur titres et opérations diverses	128 729 511	94 855 806	33 873 705
D01	Valeurs immobilisées	3 417 900 336	3 168 914 550	248 985 786
D1A	Immobilisations financières			
D1S	Dépôts et cautionnements	706 376	436 376	270 000
D23	Immobilisations en cours	918 340		918 340
D20	Immobilisations incorporelles	44 083 779	29 361 526	14 722 253
D22	Immobilisations corporelles	38 874 826	43 053 905	-4 179 079
D50	Crédit bail et opérations assimilées			
D51	Crédit-bail	2 805 424 694	2 720 923 334	84 501 360
	Immobilisations en cours crédit-bail	250 800 018		250 800 018
D60	Créances rattachées	56 076 444	94 685 315	-38 608 871
D70	Créances en souffrance	221 015 858	280 454 094	-59 438 236
D71	Impayés	131 104 047	234 038 457	-102 934 410
D72	Douteuses ou litigieuses	89 911 811	46 415 637	43 496 174
E01	Actionnaires ou associés			0
C6A	Capital appelé non versé	94 500 000		94500000
	TOTAL	5 109 536 638	3 275 747 659	1 833 788 979



Comptes de bilan comparés Exercices 2003 et 2002

Réf	PASSIF	Exercice 2003	Exercice 2002	Variations +/-
F01	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	2 819 873 825	1 647 046 226	1 172 827 599
F02	<i>Dettes interbancaires</i>	2 819 873 825	1 646 139 532	1 173 734 293
F03	<i>A vue</i>		906 694	-906 694
	<i>Trésor public et CCP</i>			
	<i>Autres établissements de crédit</i>			
F08	<i>A terme</i>	2 819 873 825	1 646 139 532	1 173 734 293
G01	Opérations avec la clientèle	335 479 002	212 982 099	122 496 903
G10	<i>Comptes d'ordre créditeurs</i>			
G15	<i>Dépôts à terme reçus</i>			
G30	<i>Dépôts de garantie reçus</i>	329 420 353	208 745 866	120 674 487
G35	<i>Autres dépôts</i>			
G60	<i>Emprunts à la clientèle</i>			
G70	<i>Autres sommes dues</i>	6 058 649	4 236 233	1 822 416
H01	Opérations sur titres et opérations diverses	88 451 779	54 478 794	33 972 985
H35	<i>Autres passifs</i>	60 838 355	37 226 061	23 612 294
H6A	<i>Comptes d'ordre et divers</i>	27 613 424	17 252 733	10 360 691
L01	Provisions sur fonds propres et assimilés	1 865 732 032	1 361 240 540	504 491 492
L30	<i>Provisions pour risques et charges</i>			
L35	<i>Provisions réglementées</i>			
L10	<i>Subventions d'investissement</i>			
L41	<i>Emprunts et titres subordonnés</i>	705 000 000	900 000 000	-195 000 000
L42	<i>Dettes rattachées</i>	37 582 145	19 549 771	18 032 374
L45	<i>Fonds pour risques bancaires généraux</i>	96 538 890		96 538 890
L60	<i>Capital</i>	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000
L55	<i>Réserves</i>			
L59	<i>Ecart de réévaluation</i>			
L70	<i>Report à nouveau</i>	-58 309 231	-80 906 797	22 597 566
L80	<i>Résultat de l'exercice</i>	84 920 228	22 597 566	62 322 662
L90	TOTAL	5 109 536 638	3 275 747 659	1 833 788 979

Comptes de résultat comparés Exercices 2003 et 2002

Réf	CHARGES	Exercice 2003	Exercice 2002	Variations +/-
R01	Intérêts et charges assimilées			
R03	Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	192 618 834	150 640 342	41 978 492
R04	Intérêts et charges assimilées à l'égard de la clientèle Intérêts et charges assimilées par titres			
R4A	Charges sur opérations financières	12 048 610	17 825 184	-5 776 574
R5E	Charges sur crédit bail et opérations assimilées	1 211 597 028	1 254 872 157	-43 275 129
R6A	Charges sur opérations de change	12 227	70 132	-57 905
R64	Charges d'exploitation bancaire	28 590 905	12 004 299	16 586 606
R8G	Achats de marchandises		7 342 676	-7 342 676
S01	Frais généraux d'exploitation	169 661 629	80 638 800	89 022 829
S02	Frais de personnel	61 986 583	47 455 465	14 531 118
S05	Autres frais généraux	5 724 929	2 412 943	3 311 986
T51	Dotations aux amortissements et provisions	28 084 730	36 362 681	-8 277 951
T01	Excédent des dotations, reprise du FRBG	96 538 890	-	96 538 890
T80	Charges exceptionnelles	2 776 090	100 000	2 676 090
T81	Pertes sur exercices antérieurs	14 610 192	4 600 918	10 009 274
T82	Impôts sur le résultat	9 036 125	12 075 000	-3 038 875
T6A	Solde en perte/correction de valeurs/créances & du hors bilan		30 387 571	-30 387 571
L80	Résultat de l'exercice (bénéficiaire)	84 920 228	22 597 566	62 322 662
	TOTAL	1 918 207 000	1 679 385 734	238 821 266



Contribuer au financement
de l'économie

Comptes de résultat comparés Exercices 2003 et 2002

Réf	PRODUITS	Exercice 2003	Exercice 2002	Variations +/-
V01	Intérêts et produits assimilés	1 876 011	10 455 198	-8 579 187
V03	Intérêts et produits assimilés sur créances internes			
	Intérêts et produits assimilés sur clients	50 904 664		50 904 664
V04	Produits sur opérations de titres et opérations financières	5 950	-5 950	
V4B	Produits pour crédit-bail et opérations assimilées	1 811 170 785	1 545 151 494	266 019 291
	Commissions			
V5G	Produits généraux d'exploitation	54 255 540	17 575 878	36 679 662
	Excédent sur reprise sur dotation du FRBG		106 197 214	-106 197 214
V06	Résultat de l'exercice (perte)			
W4R	TOTAL	1 918 207 000	1 679 385 734	238 821 266

Hors Bilan

Réf.	Rubriques	Exercice 2003	Exercice 2002	Variations +/-
N1H	Engagements de financement reçus	1 710 173 780	700 000 000	1 010 173 780
N1J	Engagements de financement donnés	1 419 257 985		1 419 257 985
	Engagements douteux	65 892 641	15 274 375	50 618 266
	Total	3 195 324 406	715 274 375	2 480 050 031



*Favoriser la production locale
-Produits de la société de cartonnerie du Faso*



Avec l'équipe du département Afrique de FMO, sur le "pont de la croissance"

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 04 JUIN 2004

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et les rapports du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2003, les approuve dans leur intégralité ainsi que les états financiers arrêtés au 31 décembre 2003 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne acte au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes de ce dont il lui a été rendu compte conformément aux articles 438 et 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA ; elle approuve toutes les opérations réalisées et telles que décrites dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

Troisième résolution

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter les bénéfices de l'exercice comme suit :

<i>Bénéfice net de 2003</i>	<i>84 920 228</i>
<i>Réserve légale 5 %</i>	<i>4 246 012</i>
<i>Réserves spéciales 10 %</i>	<i>8 492 023</i>
<i>Reliquat</i>	<i>72 182 193</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>58 309 231</i>
<i>Bénéfice disponible</i>	<i>13 872 962</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>13 872 962</i>

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise la Direction Générale à signer la convention de prêt de BIO (Belgium Investment Company for Development Countries) portant sur une ligne de crédit de 1,5 millions négociée en monnaie locale (CFA).

Cinquième résolution

Afin de doter la société de ressources durables qui soient en adéquation avec le développement des activités de l'établissement sur les trois prochains exercices, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve à compter de ce jour, la recherche de nouvelles lignes de crédit ou de refinancement ou toute mobilisation de fonds sur le marché financier et par conséquent, donne pouvoir au Conseil d'Administration de la Société pour fixer les caractéristiques et les conditions des emprunts à contracter et accomplir les formalités y afférentes.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer au Conseil d'Administration à titre d'indemnités de fonction pour l'exercice 2004, un montant total de trois millions neuf cent mille francs CFA.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

L'Assemblée Générale Ordinaire



*Nous assurons des prestations
entièrement automatisées*

RESOLUTIONS OF THE GENERAL ORDINARY ASSEMBLY OF JUNE 4TH, 2004

FIRST RESOLUTION

The General Ordinary Assembly, after the hearing of the report of the board of Directors and that of the auditors on the 2003 accounting period, approves those reports hence the financial statements close at the 31st December as presented.

Consequently, she discharges with no reserve all the members of the board for their management.

SECOND RESOLUTION

The General Ordinary Assembly gives at the board and the auditors about the report she already receives in conformity with the article 438 and 440 of the OHADA Uniform Act; its approves all the realised transactions as describe in the auditors special report.

THIRD RESOLUTION

Based on the proposition of the board of Directors, the General Ordinary Assembly decides to affect the profit of the year as follow :

<i>Net profit of 2003</i>	<i>84 920 228</i>
<i>Legal reserves 5%</i>	<i>4 246 012</i>
<i>Special reserves 10%</i>	<i>8 492 023</i>
<i>Income after affectation of reserves</i>	<i>72 182 193</i>
<i>Retain earnings</i>	<i>58 309 231</i>
<i>Available profits</i>	<i>13 872 962</i>
<i>Retain earning</i>	<i>13 872 962</i>

FOURTH RESOLUTION

The General Ordinary Assembly authorises the Managing Director to signed the borrowing convention of BIO (Belgium Investment Company for Development Countries) bearing on credit line of 1, 5 millions negotiated on local currency (CFA).

FIFTH RESOLUTION

Finally, to equip the company with sustainable resources that are adequate with the activities of the institutions's development on the following three years, the General Ordinary Assembly approves from that day, the searching for new credit lines or for refinancing or any mobilisation of funds on the financial market and consequently, gives powers to the board of the company to fix the characteristics and conditions of loans to be contracted and accomplish the formalities.

SIXTH RESOLUTION

The General Ordinary Assembly decides to allocate to the board of directors allowances for the year 2004, a total amount of three millions nine hundred thousand CFA.

SEVENTH RESOLUTION

The General Ordinary Assembly confers a detainer of a copy or a certificate of the minute of the present assembly, the formalities of legal publication or to be regularised.

The General Ordinary Assembly

BURKINA *Bail*

**INNOVE ET PROPOSE DES PRODUITS FINANCIERS
S'ADAPTANT JUSTE A VOS BESOINS**



CREDIT-AUTO

INVESTISSEMENT



MICROLEASE



AFFACTURAGE



Nos conseillers vous répondent au 50 33 26 33

Croissance / Entreprise

